

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4^e année, n° 156

Du 24 au 30 janvier 1986

POLITIQUE

L'augmentation de la violence est reconnue
Aide militaire américaine
Demande de dissolution des Patrouilles Civiles
Existence de prisons clandestines
Préoccupation face au manque de fermeté de la DCG
Reagan doit soustraire son appui aux anti-sandinistes

ECONOMIE

Mesures prévues contre l'évasion fiscale

CONTRE-INSURRECTION

Découverte d'une fabrique d'armes rebelles

INSURRECTION

Actions à El Petén et à El Quiché

DROITS DE L'HOMME

Vague de terreur à San Marcos
Assassinat d'un professeur et d'une infirmière
Assassinat d'un professeur d'université
Disparition de 12 personnes
Demande pour que cesse la violence

POLITIQUE

L'AUGMENTATION DE LA VIOLENCE EST RECONNUE

Le 24 janvier, au cours d'une conférence de presse, le président Vinicio Cerezo a reconnu que la violence a augmenté depuis son entrée en fonction. Il a souligné, en la matière qu'il était "significatif que des cadavres se mettent à apparaître partout dans le pays" et il en impute la responsabilité aux gouvernants sortant qui cherchent à créer "un climat d'insécurité leur permettant un retour en force".

Cerezo a demandé aux exilés de ne pas encore revenir au pays car "certains faits échappent au contrôle gouvernemental". Enfin, il a affirmé qu'endéans 126 jours, il aurait résolu les problèmes de Droits de l'Homme, la question du logement et la crise économique.

AIDE MILITAIRE AMERICAINE

Le 22 janvier, l'ambassadeur à Washington, Eduardo Palomo Escobar faisait savoir que les Etats-Unis avaient prévu quelques 90 millions de dollars en terme d'aide au Guatemala pour 1986. L'ambassadeur a signalé que la pays était maintenant largement accepté sur la plan international, non seulement grâce à la venue des civils à la tête du pays mais également et surtout étant donné "la pratique de respect des Droits de l'Homme".

Palomo précise que l'armée guatémaltèque se verra octroyer 10 millions de dollars au titre de l'aide militaire et que le Congrès des Etats-Unis avait approuvé d'ores et déjà 80 millions de dollars à destination économique.

Le président Cerezo a mentionné à cet égard qu'il n'avait pas l'intention de refuser cette aide militaire américaine mais, qu'il la déduirait de la part du budget public destinée aux forces armées.

DEMANDE DE DISSOLUTION DES PATROUILLES CIVILES

Le député démocrate-chrétien, Andres Coyote Patal, alors qu'il rendait publique son intention de demander devant le Congrès que soient dissoutes les Patrouilles d'Auto-Défense Civiles, faisait état du fait que des milliers de paysans étaient gravement malades et que bon nombre d'entre-eux étaient morts, victimes de maladies contractées lorsque l'armée les obligeait à passer des nuits entières dans le froid et les intempéries.

Le peuple aspire à ce que les Patrouilles soient dissoutes et pour ce faire les paysans ont voté en faveur de la Démocratie-Chrétienne. C'est ce qui a été souligné par Coyote Patal et, il a stipulé que le recrutement qui est prétendument volontaire est dans les faits obligatoire.

EXISTENCE DE PRISONS CLANDESTINES

Le 23 janvier, Danilo Barillas, secrétaire général du Front Civique Démocratique, organisme qui a soutenu la candidature présidentielle de Vinicio Cerezo, dénonçait l'existence de prisons clandestines situées dans des maisons particulières où les forces de sécurité cachent les personnes séquestrées.

Barillas, qui selon les milieux de presse serait désigné comme chef de la police nationale, a précisé que lesdites prisons sont aménagées et qu'elles avaient été ou sont toujours utilisées par les forces gouvernementales pour détenir illégalement des personnes enlevées sur ordres de fonctionnaires. C'est pourquoi, signale-t-il, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- insiste sur sa volonté de dénoncer l'existence de telles prisons.

PREOCCUPATION FACE AU MANQUE DE FERMETE DE LA DCG

Le 25 janvier, le Parti Socialiste Démocratique -PSD- diffusait un communiqué de presse qui laissait transparaître la préoccupation du peuple guatémaltèque en ce qui concerne : la non adoption par la démocratie-chrétienne de politiques économiques et sociales cohérentes et le fait que l'équipe gouvernementale en place ne reflète nullement une pensée homogène sans oublier la persistance des pratiques violant les Droits de l'Homme.

Selon le PSD, le gouvernement démocrate-chrétien doit répondre avec sérieux et fermeté

à la provocation de la droite qui essaye par le biais de la violence de perpétrer la douleur et de créer un climat de déstabilisation.

REAGAN DOIT SOUSTRAIRE SON APPUI AUX ANTI-SANDINISTES

Le 26 janvier, le président du Guatemala, Vinicio Cerezo déclarait au Honduras que les Etats-Unis devaient retirer leur aide aux contre-révolutionnaires nicaragüéens.

Cerezo qui a effectué le voyage aux fins d'assister à l'entrée en fonction du nouveau mandataire du Honduras, José Azcona Hoyo, a signalé qu'il espérait qu'un accord de paix entre les différents pays d'Amérique Centrale verrait le jour.

ECONOMIE

MESURES PREVUES CONTRE L'EVASION FISCALE

Le 24 janvier, le président Vinicio Cerezo déclarait que de sévères mesures visant à mettre un terme à l'évasion fiscale des chefs d'entreprises seraient adoptées par le gouvernement. Ces mêmes chefs d'entreprises avaient réussi, en 1985, à soustraire au fisc quelques 60 millions de quetzals.

Le mandataire a précisé qu'il ne supprimerait pas les mesures économiques et fiscales adoptées en dernière minute par le régime du Général Mejía Victores car elles ne touchent pas les prix de produits auxquels la population a accès.

CONTRE-INSURRECTION

DECOUVERTE D'UNE FABRIQUE D'ARMES REBELLES

Le 24 janvier, le commandant de la base militaire du département de San Marcos, Jorge René Isaacs Rodriguez faisait savoir que les troupes sous son commandement avaient pris possession d'une fabrique d'armes destinées à l'utilisation des insurgés, aux alentours du coteau Tuinquique, dans la municipalité de Sibinal, dans le département de San Marcos.

Selon cette même information, parmi le matériel confisqué et découvert, se trouve un atelier destiné à la production de mines claymore, des équipements radios, des bombes "surprises", des fusils M-14, AR-15, un Fal et de la littérature rebelle.

INSURRECTION

ACTIONS A EL PETEN ET A EL QUICHE

Les unités de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- et des Forces Armées Rebelles -FAR- ont réussi, les 20 et 21 janvier, deux attaques d'installations militaires, à Santo Tomas Ixcan, à El Quiché et, sur les rives du fleuve Xalbal, elles ont respectivement entrepris avec succès l'occupation de deux tronçons de route et de la bourgade El Chilar, dans la municipalité de Sayaxche, à El Petén.

Selon les communiqués rebelles, rendus publics le 23 janvier, au cours des attaques portées contre les détachements militaires sus-mentionnés, les troupes officielles ont eu à souffrir 10 morts et un nombre indéterminé de blessés.

DROITS DE L'HOMME

VAGUE DE TERREUR A SAN MARCOS

Des rapports émanant d'organismes de secours et des dénonciations de la famille des victimes signalent que les actions militaires effectuées par les troupes de l'armée, le 20 janvier, dans les municipalités de El Tumbador et Malacatàn, situées dans le département occidental de San Marcos, se sont soldées par l'arrestation de quatre paysans et l'assassinat d'un autre.

Les pêcheurs, Edilio Joel Pérez Vásquez et Jorge Méndez, âgés respectivement de 18 et 17 ans, ont été capturés lors d'un piquet militaire sur la route qui relie les populations de Malacatàn et La Blanca. Leur lieu de détention est encore inconnu à ce jour. Roberto Barrios et Marcelino Joaquín Pérez ont été enlevés de force aux petites heures du matin alors qu'ils se trouvaient chez eux, dans la plantation La Colonia et Canton Morales, tous deux dans la municipalité de El Tumbador.

Enfin, le cadavre, portant des traces de torture, de Gregorio Méndez Sánchez a été retrouvé sur une route de Malacatàn.

ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR ET D'UNE INFIRMIERE

Le 26 janvier, on retrouvait, flottant à la dérive sur la rivière Vado Ancho, de Pajapita, à San Marcos, le cadavre du professeur Abraham Chavajay, qui la veille avait été enlevé par des hommes fortement armés.

D'autre part, dans la cité Tikal I, zone 7 de la capitale, on découvrait le 27 janvier le cadavre, torturé, de l'infirmière pensionnée Amanda Amalia Orozco Guerrero, âgée de 50 ans. De même, un inspecteur de la police nationale était abattu par balles, le 25 janvier, dans la périphérie de la capitale.

ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE

Le 21 janvier, Edgar Antonio Reyes Monterroso, professeur de la faculté d'économie de l'Université de San Carlos de Guatemala, était assassiné par des effectifs des forces de sécurité de l'Etat. L'assassinat s'est produit devant la maison de la victime, deuxième rue, de la onzième avenue, dans la zone 7, cité Nueva Monserrat, située dans la capitale.

Reyes Monterroso a été abattu par des hommes fortement armés qui circulaient à bord d'un véhicule non immatriculé et qui, en présence de témoins et de la famille de la victime, ont ouvert le feu sur ledit professeur d'université.

DISPARITION DE 12 PERSONNES

Le journal El Gráfico signalait que 12 personnes appartenant au groupe d'envahisseurs des terrains vagues situés dans les cités Villalobos I et II, de la capitale, avaient disparu. Ces faits ont été rapportés par les proches des victimes et par les autres habitants de la zone.

Selon les dénonciations, María Isabel García, Sonia Pérez, María de Jesús Santos, Luis Felipe de León, Gonzalo Martínez, María Hernández, Agustina González, Margarita Rodas, José Rosales, Gladys Nativas, Margarita Meza Urizar et Carlos Vásquez ont été capturés au cours des expropriations violentes effectuées par les forces de sécurité mais, ces personnes n'ont pas été assignées devant les tribunaux et leur détention n'est toujours pas reconnue. Leur lieu de détention est également ignoré.

DEMANDE POUR QUE CESSE LA VIOLENCE

Le 24 janvier, des Organisations et des personnalités américaines publiaient dans des encarts de presse, payants, une lettre ouverte au Président Vinicio Cerezo, dans laquelle ils manifestent au nom des citoyens américains "leur préoccupation face à la quantité de violations des Droits de l'Homme qui affectent la population guatémaltèque et plus spécifiquement, les assassinats, la torture, les massacres, les enlèvements et les disparitions".

En outre ils font part de leur inquiétude devant la constatation suivante : les principales cibles de cette violence sont des indigènes, des avocats, des dirigeants syndicaux, des enseignants, le personnel médical, les dirigeants religieux et les étudiants. Ils demandent dès lors au gouvernement démocrate-chrétien de prendre les mesures nécessaires afin d'arriver à mettre un terme à cette violence de caractère officiel et dans le but que les criminels responsables de ces violations soient punis.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX